

Audience accordée aux chefs des trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire - 25 /Feb/ 2014

Suite à l'annonce des politiques générales de l'économie de résistance, le Guide suprême de la Révolution islamique a examiné, lors d'une audience accordée dans la soirée du lundi 25 février 2014, aux chefs des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), les voies pour la réalisation des objectifs de ce modèle d'économie.

Dans un décret publié le 19 février 2014, l'Ayatollah Khamenei avait communiqué les grandes lignes de « l'économie de résistance » en Iran. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement doit prendre les mesures nécessaires pour promouvoir ce système économique fondé sur le savoir et la production nationale, en particulier dans les produits et services stratégiques, et la réduction conséquente de la dépendance aux importations. Le décret encourage également une plus grande privatisation, l'augmentation des exportations de biens et de services grâce à une réforme juridique et administrative, et les investissements étrangers à des fins d'exportation.

« Les politiques générales de l'économie de résistance sont des politique globales et intégrales qui doivent être appliquées dans leur intégralité. Les questions économiques et les difficultés qui en découlent, sont des questions prioritaires pour le peuple et le gouvernement », a souligné l'Ayatollah Khamenei.

Le Guide suprême de la Révolution islamique a appelé les trois pouvoirs « à s'engager sérieusement dans l'exécution du projet d'économie de résistance ». « Les questions économiques et les problèmes qui en découlent constituent une priorité pour le peuple et le pays d'où la nécessité de multiplier nos efforts pour la mise en œuvre de la feuille de route de l'économie de résistance. À travers elle, nous pourrions contribuer à la prospérité et aux réformes économiques, fonder les piliers du développement économique du pays, et à moyen terme, résoudre tous les problèmes des gens », a-t-il déclaré.

Le Leader de la Révolution islamique a précisé que l'objectif de cette réunion avec les chefs des trois pouvoirs était l'étude des moyens de réalisation des grandes lignes de l'économie de résistance ajoutant qu'après l'annonce du plan d'économie de résistance, le peuple iranien attendait avec impatience les effets positifs de son application.

« Le gouvernement, le parlement et le pouvoir judiciaire doivent exécuter et assumer les responsabilités qui leur sont confiées dans chaque secteur. La mise en œuvre du plan d'économie de résistance doit se poursuivre de manière équilibrée et ne s'arrêter que lorsque les résultats souhaités auront été obtenus. Chacun des trois pouvoirs doit surveiller le cours de l'action selon ses prérogatives. Pour appliquer le plan d'économie de résistance, il est nécessaire d'annuler certaines dispositions législatives contradictoires. Il revient au Parlement islamique de définir quelles sont ces lois contradictoires et de les annuler. Il faut aussi annuler certaines mesures de contrôles et de décisions qui entravent l'organisation des nouvelles réglementations. Cela exige la coopération du gouvernement qui est censé donner les instructions à cet égard », a ajouté l'Ayatollah Khamenei.

Le Leader de la Révolution islamique a enfin appelé à « l'extrême vigilance dans l'élaboration des lois et des nouveaux règlements, pour ne pas tomber dans la contradiction et le parallélisme dans les affaires ».